



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Le-plein-emploi>

Le plein emploi ?

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - De 1982 à 1983 - N° 796 - janvier 1982 -

Date de mise en ligne : lundi 22 décembre 2008

Date de parution : janvier 1982

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Trève de balivernes. - Le plein emploi généralisé relève du mythe. A le définir comme la priorité des priorités, gouvernement, syndicats et patronat font fausse route. Quant à l'emploi galvaudé à faire n'importe quoi, gaspillant l'énergie, les outillages, des matériaux et autres précieuses ressources, il dénote une indigence d'idées de la part des responsables asservis à une règle du jeu dont l'absurdité n'a d'égale que sa malfeasance.

Est-il tolérable que la production, que l'embauche, que le niveau de vie d'une population, dépendent de la ronde de bouts de papier enluminés, de conventions, de codes fixant les droits du capital à prélever une dîme sur le revenu des personnes, sur le fruit de leur travail ? N'est-il pas extravagant que la vie, que les transports puissent s'arrêter, les approvisionnements tarir, non pour des raisons matérielles ou technologiques, mais pour des histoires d'écritures comptables, par manque de crédits, par simples décisions de financiers égoïstement soucieux de leurs propres intérêts ?

En visant exclusivement profit ou revenu, l'emploi déserte son rôle. Celui-ci est double : approvisionner les besoins réels de la société, ceux des ménages et des individus, ceux des entreprises, des administrations, des collectivités ; libérer le maximum de temps disponible pour les activités du loisir. Le travail au service d'autrui reste une corvée nécessaire à caractéristique obligatoire qu'il convient de partager entre tous au mieux des compétences de chacun. Il s'agit d'en alléger la durée en le limitant au seul domaine des choses utiles.

L'emploi, priorité des priorités ? Trève de balivernes ! Priorité plutôt au processus conduisant à changer la règle du jeu : monnaie de consommation, rupture du lien entre les revenus et la durée du travail, entre les revenus et les prix, entre les prix et les coûts. Alors tout change.

Des autorités politiques et religieuses jusqu'au menu peuple, tout le monde revendique le changement. Mais s'agit-il de rogner quelques privilèges, de toucher au culte du veau d'or, de franchir le rubicon monétaire, c'est alors une, levée de boucliers, un sauve-qui-peut général. On dénonce l'utopie, l'aventure, l'irresponsabilité, et les sarcasmes de pleuvoir. Aucun modèle, aucun projet ne trouvent grâce devant les maîtres-à-penser d'un public ancré dans le conformisme, conditionné pour subir, jusqu'à la fin des temps, le joug des financiers, celui de l'argent-roi. On se borne à dispenser de bonnes paroles, à promettre du « brouillard à l'eau d'avenir ».

« Le moment, a écrit Jean ROSTAND, ne peut plus être bien éloigné, où l'on s'étonnera que durant tant de temps, tant de choses aient pu rester l'apanage de si peu de gens ».

L'emploi, priorité des priorités ?

- Pour lors, la production semble s'accommoder du taux actuel de chômage. Nulle pénurie ne nous menace. Pourquoi s'ingénier à créer des emplois au prix de scandaleux gaspillages d'énergie et d'approvisionnements de toutes sortes ? Le bon sens voudrait que l'on se borne à répartir le travail restant utile entre tous les personnels disponibles, physiquement ou intellectuellement aptes. Après tout, le progrès, son fruit le plus précieux, n'est-ce pas le gain en loisirs permis par la productivité, loisirs que d'inraisemblables gaspillages, la nécessité de faire circuler l'argent pour former les revenus, rejettent vers le royaume des utopies ?

La règle du jeu exige qu'il en soit ainsi ? Disons qu'elle est absurde, contraire au sens commun et changeons-la. Nos socialistes n'ont-ils pas en mains tous les pouvoirs pour le faire ?